

***Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de
l'immobilier***

Sous-direction des affaires immobilières du ministère de l'Intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats immobiliers et prestations

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Objet du marché	Travaux de réhabilitation d'un bâtiment classé au titre des monuments historiques situé au 14 rue de l'Elysée, 75008 Paris, pour le compte du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer. Relance du lot n°6
Maître d'ouvrage	Ministère de l'Intérieur Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier Sous-directeur des affaires immobilières
Maître d'œuvre	Agence Michel GOUTAL ACMH - Goutal & Clément architectes 110, rue du Faubourg Poissonnière - 75010 Paris
Technique d'achat	Accord-cadre à bons de commande
Procédure	Marché à procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1 2° du Code de la commande publique
Type de marché	Marché de Travaux
Référence PLACE	BPM067224
CCAG de référence	CCAG Travaux issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1 ^{er} avril 2021
Annexes à l'AE	Annexe 1 : Modalités de remise du pli Annexe 2 : Certificat de visite Annexe 3 : Modalités de signature électronique

Table des matières

Table des matières	2
ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION	4
1.1 Maîtrise d'ouvrage	4
1.2 Maîtrise d'œuvre.....	4
1.3 Contrôleur technique	5
1.4 Coordination sécurité et protection de la santé	5
1.5 Autres intervenants.....	5
1.6 Objet du marché.....	5
1.7 Travaux sur site sécurisé	6
1.8 Procédure de passation.....	6
1.9 Allotissement.....	7
1.10 Variantes.....	7
1.11 Nomenclature communautaire	7
1.12 Durée du marché public et délais d'exécution des travaux.....	7
1.13 Forme du prix	7
1.14 Clause d'insertion par l'activité économique.....	7
1.15 Exclusions de soumissionner	8
1.16 Exclusions de soumissionner de plein droit	8
1.16.1 Exclusions de soumissionner à l'appréciation de l'acheteur.....	8
1.16.2 Exclusions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance	9
1.17 Sous-traitance	9
ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	10
2.1 Contenu des documents de la consultation.....	10
2.2 Précisions relatives aux documents de la consultation	12
2.3 Modification des documents de la consultation	12
ARTICLE 3 - VISITE DU SITE OBLIGATOIRE	12
ARTICLE 4 - CARACTÉRISTIQUE DES OFFRES REMISES	13
4.1. Acceptation sans réserve des cahiers des charges.....	13
4.2 Langue utilisée.....	13
4.3 Unité monétaire	13
4.4 Date limite de réception des offres.....	13
4.5 Durée de validité des offres	14
4.5.1 Durée applicable à la présente consultation.....	14

4.5.2 Prorogation de la date limite de validité des offres	14
ARTICLE 5 - CONTENU DE L'OFFRE.....	14
5.1 Éléments de candidature	14
5.1.1 1ère modalité : le soumissionnaire transmet l'ensemble des documents visés ci-après	14
5.1.2 2ème modalité : le soumissionnaire présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME)	16
5.2 Dispositions relatives à la simplification du dossier de candidature / stockage numérique des documents justificatifs	16
5.3 Dossier offre	17
5.3.1 Offre financière	17
5.3.2 Offre technique	17
ARTICLE 6 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	18
6.1 Examen des candidatures.....	18
6.2 Analyse des offres	18
6.2.1 Critères de jugement des offres.....	18
6.2.2 Précision sur l'appréciation de la valeur technique (70 points).....	18
6.2.3 Précision sur l'appréciation du prix (30 points).....	19
6.2.4 Note finale	19
ARTICLE 7 - NÉGOCIATION.....	19
ARTICLE 8 - ACHÈVEMENT DE LA CONSULTATION.....	20
8.1 Attribution du marché.....	20
8.2 Mise au point des composantes du marché	22
8.3 Candidatures et offres non retenues	22
8.4 Abandon de procédure	22
ARTICLE 9 – INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS.....	22

ARTICLE 1 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION

1.1 Maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'Intérieur

Secrétariat général

Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier

Sous-Direction des Affaires Immobilières

Place Beauvau – immeuble Lumière

75800 PARIS cedex 08

1.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par le groupement suivant :

Groupement	Compétence	Contact	Coordonnées
Architecte mandataire Michel GOUTAL	Architecte en Chef des Monuments Historiques (ACMH)	contact@mgoutal.fr	Agence Michel GOUTAL 110, rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris Tél. 01 42 59 18 17 Mail : contact@mgoutal.fr
Architecte co-traitant GOUTAL et CLEMENT Architectes	Architecte de Patrimoine	Sébastien Clément	8 rue de la fidélité 75010 Paris Tél. 01 42 59 18 17 Mail :sebastien.clement@mgoutal.fr
AFL	Acoustique	François Lecomte	AFL 17-19 rue de l'Atlas 75019 Paris Tél : 06 83 51 63 80 Mail : contact@aflconseil.fr
B3E	Electrique CFA – CFO	Fabrice Lorrain	B3E 38 rue Paul Diacre 57 000 Metz Mail : B3elorrain@aol.com
BATSCOP	OPC	Eric Monot	BATSCOP 117 boulevard de la Villette 75 010 Paris Tél : 01 40 38 64 74 Mail : batscop-el14@batscop.com
		Naomie Vieyra	
		Mathieu Cenedese	
Boucles de Seine Consulting (BSC)	Ascensoriste	Philippe Laillet	BSC 1 impasse de la Plaine 14 114 Ver-sur-Mer Mail : ph.laillet@b-s-consulting.fr
CABINET FRANCOIS	Economie	Anthony Gilles	Cabinet François 14, rue Queuleu 57070 Metz Tél : 03 87 36 82 75 Mail : contact@cabinetvmh.com
		Maxime François	
EQUILIBRE STRUCTURES	BET structure	Julia Caio Siqueira	Equilibre structure 10 rue Saint-Nicolas 75012 Paris Tél : 01 47 42 04 87 Mail :contact@equilibre-structures.fr
		Romain Perrot Minot	
CETAB	CVC, Thermique, plomberie, sûreté	Thomas Billot	CETAB 61 rue du professeur Lannelongue 33 300 – Bordeaux Tél : 05 57 19 12 00 Mail : Cetab.bx@cetab.fr
		Xavier Callu	
		Alberto Fernandez	

INEX	BE SSI Accessibilité	Guillaume Dethan et Cécile Ramin	INEX 2 rue Rabelais 93100 MONTREUIL Mail : guillaume.dethan@inex.fr cecile.ramin@inex.fr
HENNEBICQUE	Paysagiste	Elise Hennebicque Martin Hennebicque	HENNEBICQUE 14 place du Général de Gaulle 80 160 Conty Tél : 06 45 85 85 36 Mail : contact@eliseetmartinpaysagistes.com

1.3 Contrôleur technique

Le contrôle technique de l'opération est assuré par :
Bureau Veritas
 Gérard RENAUT
 6 boulevard Archimède – 77420 Champs sur Marne

1.4 Coordination sécurité et protection de la santé

La coordination sécurité et protection de la santé de l'opération est assurée par :
Acor Etudes
 Vincent LE MEN
 130 avenue Joseph Kessel
 78960 Voisins Le Bretonneux.

1.5 Autres intervenants

Sont parties prenantes aux projets :

- Les administrations ;
- Les concessionnaires ;
- Le maître d'ouvrage du réseau d'assainissement.

Tout autre intervenant qui sera désigné en cours d'exécution.

1.6 Objet du marché

Le présent marché concerne les travaux suivants :

Travaux de réhabilitation d'un bâtiment classé au titre des monuments historiques situé au 14 rue de l'Elysée, 75008 Paris, pour le compte du Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

Afin de répondre aux besoins fonctionnels du Ministère, certains services d'administration centrale actuellement localisés sur Paris et en région Ile-de-France seront regroupés sur un nouveau site parisien. Ce site a vocation à accueillir certains services du Ministère à hauteur de 140 postes de travail répartis sur 5 niveaux, sur une surface totale de 1300 m².

Le bâtiment de l'Etat choisit pour accueillir ces services est un ancien site à réhabiliter auparavant occupé par la Présidence de la République. Il est classé au titre des monuments historiques.

Dans ce contexte, le Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer a programmé au titre de ses opérations d'investissement, les **travaux de réhabilitation d'un bâtiment classé au titre des monuments historiques** situé sur une parcelle accessible à l'adresse suivante :

**14 rue de l'Elysée,
75008, Paris**

Le projet se situe en milieu urbain dans une rue où les conditions d'accès sont strictement réglementées : les personnes doivent être habilités par le Ministère Intérieur et des Outre-mer. L'accès se fait par badge à retirer auprès des services habilités situés au 11 rue des saussaies dans le 8^{ème} arrondissement à Paris.

Le bâtiment de fond de parcelle ne fait pas partie de cette opération et restera occupé tout au long du chantier.

Les travaux, décomposés en 20 (VINGT) lots distincts, consistent en la réalisation complète et parachevée de tous les ouvrages y compris toutes sujétions. Les titulaires de chaque lot devront l'ensemble des protections des ouvrages existants et le nettoyage de fin de chantier. Il s'agit de la relance du lot n°6. L'ensemble des 19 autres lots ont été notifiés lors du lancement de la consultation initiale.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahiers des clauses particulières propre au lot n°6. Pour la parfaite compréhension de l'opération des opérateurs économiques, les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), pièces graphiques et documents annexés, propres ou communs à tous les lots sont fournis au sein du Dossier de consultation aux entreprises, afin que chaque opérateur susceptible de répondre à la présente consultation, puisse se rendre compte de l'ampleur des travaux à réaliser et des contraintes qui en résulte.

Les travaux devront impérativement être achevés au plus tard le **01 janvier 2027**. Le titulaire du présent marché devra s'assurer qu'il dispose de tous les moyens matériels et de tous les moyens humains pour tenir les délais sur lesquels il s'engage. Ils devront également anticiper tous les problèmes liés aux approvisionnements des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux, propre au lot n°6.

Lieu d'exécution :
Code NUTS : FR 101

1.7 Travaux sur site sécurisé

L'attention du prestataire est particulièrement appelée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité et sûreté des lieux.

Ces dispositions sont décrites dans le cahier des clauses administratives particulières.

1.8 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure du marché à procédure adaptée « petit lot », conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 2° du Code de la commande publique.

Cette procédure fait suite à une déclaration sans suite ayant frappée la procédure précédente sur le lot n°6, en date du 20/01/2025, en application des articles R. 2185-1 et suivants du Code de

la commande publique en raison d'inexactitudes et contradictions présentes entre certaines pièces techniques du dossier de consultation. L'acheteur a donc décidé de relancer la consultation en marché à procédure adaptée.

1.9 Allotissement

Le présent marché tel que relancé n'est pas alloti, mais s'inscrit dans le cadre d'une relance d'un lot déclaré sans suite d'un accord-cadre décomposé en 20 (VINGT) lots.

Il est composé de la prestation suivante :

N° de lot	Désignation du lot
Lot 06	Menuiseries extérieures

1.10 Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

1.11 Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

LOT 6 - Menuiseries extérieures	
Travaux de menuiserie	45421000

1.12 Durée du marché public et délais d'exécution des travaux

La durée du marché démarre à compter de sa notification au titulaire jusqu'à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement des travaux, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2027.

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux de l'opération est évalué par la maîtrise d'ouvrage à 22 (VINGT DEUX) mois.

Le délai détaillé d'exécution est élaboré à partir du calendrier établi par l'OPC.

En cas de prolongation du délai d'exécution des travaux, les dispositions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux sont applicables.

1.13 Forme du prix

Le marché comporte des travaux réglés au forfait conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) en ce qui concerne le présent lot.

1.14 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris

Le présent lot est concerné par la mise en place de la clause d'insertion.

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

1.15 Exclusions de soumissionner

Les articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique s'appliquent.

1.16 Exclusions de soumissionner de plein droit

Le candidat ne doit pas être dans un des cas d'exclusions de soumissionner de plein droit mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, dans un de ces cas d'exclusion, il en informe, sans délai, l'acheteur.

En cas d'interdiction de plein droit de soumissionner, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure, sous réserve du respect de l'article L. 2141-6-1 du Code de la commande publique.

1.16.1 Exclusions de soumissionner à l'appréciation de l'acheteur

Le candidat participant à la procédure de passation du marché se verra exclu de ladite procédure par l'acheteur s'il est convaincu de la commission d'un des faits prévus aux articles L.2141-8 à L.2141-10 du code de la commande publique, sans préjudice des éventuelles actions judiciaires.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, dans un de ces cas d'exclusion, il en informe, sans délai, l'acheteur conformément aux dispositions de l'article L.2141-12 du code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article L.2141-11 du code de la commande publique, l'acheteur qui envisage d'exclure un opérateur économique doit le mettre à même de présenter ses observations afin d'établir dans un délai raisonnable et par tout moyen qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

1.16.2 Exclusions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitance

Conformément aux dispositions de l'article L.2141-13 du code de la commande publique, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par un membre qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Conformément aux dispositions de l'article L.2141-14 du même code, lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. À défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure. Ce remplacement n'ouvre pas droit à indemnisation.

1.17 Sous-traitance

Le recours à la sous-traitance est admis dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et des articles R.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

Il est rappelé que le titulaire demeure le seul interlocuteur de l'administration, et assume l'entière responsabilité des prestations objet du marché.

De plus, l'ensemble des conditions liées aux qualifications, habilitations ou autres sont appliquées aux sous-traitants.

La déclaration de sous-traitance doit mentionner les éléments suivants :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le formulaire DC4 peut faire office de déclaration de sous-traitance.

Ce formulaire est téléchargeable en libre accès sur le site internet du ministère de l'Économie :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 euros T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage avant toutes interventions sur sites.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché. Les déclarations de sous-traitance seront alors transmises à l'administration selon les modalités décrites au cahier des clauses particulières du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

La demande d'agrément d'un sous-traitant de la part du titulaire doit intervenir dans un délai minimum de trois (3) semaines avant son intervention sur site.

Cet agrément ne peut être évoqué comme motif de retard dans les prestations à réaliser au titre du marché.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

2.1 Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation est mis en ligne à disposition des opérateurs économiques sur le site plate-forme des achats de l'État (PLACE) : www.marches-publics.gouv.fr

Le dossier de consultation aux entreprises (DCE) est composé des pièces suivantes :

- **L'avis d'appel public à la concurrence ;**
- **Le présent règlement de consultation commun à tous les lots et ses annexes :**
 - Modalités de remise du pli (annexe 1) ;
 - Certificat de visite (annexe 2) ;
 - Modalités de signature électronique (annexe 3) ;
- **Les formulaires de déclaration du candidat :**
 - Formulaire DC 1 - Lettre de candidature/ désignation du mandataire par ses cotraitants ;
 - Formulaire DC 2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
 - Formulaire DC 4 - Déclaration de sous-traitance au stade de l'offre ;
- **La DPGF propre au présent lot ;**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :**
 - Annexe I : Protection des informations, confidentialité, mesures de sécurité ;
 - Annexe II : Engagement de reconnaissance de responsabilité ;
 - Annexe III : Charte de sûreté et le memento habilitation ;
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots, le CCTP propre à ce lot ainsi que les autres pièces écrites :**

Désignation des lots
A.00 - CCTP Commun à tous les lots
A.01 - Note d'organisation de chantier
A.02 - CCTP Lot 01 - Installation de chantier

A.03 - CCTP Lot 9 – Menuiseries et aménagements intérieurs
A.04 – CCTP Lot 14 - CVC
A.05 - CCTP Lot 15 - CFO, CFA, ISIS, SSI, Lustrerie
A.06 - CCTP Lot 16 - Systèmes de sûreté
A.07 - Note acoustique
A.08 - CCF système de sécurité incendie
A.09 – Note de sécurité SSI

- **Les pièces graphiques :**

Désignation des pièces
B.01 - Calendrier prévisionnel
B.02 - Installation de chantier
B.03 - Etat existant
B.04 - Etat de démolition
B.05 - Etat projeté, plans généraux
B.06 - Etat projeté, plans de sols
B.07 - Etat projeté, plans de plafonds
B.08 - Gros œuvre, structure
B.09 - Maçonnerie, pierre de taille, marbrerie
B.10 - Couverture, charpente bois, verrières
B.11 - Menuiseries extérieures
B.12 - Métallerie, serrurerie, ferronnerie
B.13 - Finitions intérieures des espaces nobles
B.14 - Carnet de détails
B.15- CVC, plomberie, sanitaires
B.16 - CFO, CFA, ISIS, Lustrerie
B.17 - Systèmes de sûreté
B.20 - Zoning SSI

- **Rapports et fiches techniques :**

Désignation des pièces
D.01 - Tableau de portes
D.R.03 - Diagnostic plomb
D.R.04 - Prélèvement plomb

D.R.05 - Diagnostic termites
D.R.06 - Diagnostic amiante
D.R.12 - Colorimétrie
D.FT.05 - Electricité
D.FT.06 - Entrée d'air

- **Les pièces techniques suivantes :**

- Plan général de coordination (PGC)
- Rapport initial du contrôleur technique (RICT)
- Photographies
- Calendrier établi par l'OPC

2.2 Précisions relatives aux documents de la consultation

Jusqu'au **dixième jour calendaire** précédant la date limite de réception des offres, les opérateurs économiques peuvent demander toutes les précisions qu'ils jugent utiles pour l'établissement de leur offre.

Les demandes de précisions doivent être adressées à l'acheteur via le système de questions réponses disponible sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE): www.marches-publics.gouv.fr.

L'acheteur apporte les réponses aux demandes de précisions présentées par les opérateurs économiques par le même dispositif au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres.

2.3 Modification des documents de la consultation

L'acheteur peut, au plus tard 6 (SIX) jours avant la date limite de réception des offres, apporter des modifications aux documents de la consultation. Il en informe les candidats sur la PLACE.

En cas de modifications importantes, le délai de réception des offres sera prolongé, conformément à l'article R2151-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - VISITE DU SITE OBLIGATOIRE

Les candidats sont informés qu'une visite préalable du lieu de réalisation des prestations est obligatoire afin d'avoir la meilleure connaissance possible de la configuration des lieux.

Le site étant occupé, le nombre de personnes pouvant le visiter sera limité par la maîtrise d'œuvre.

Toutefois, en cas d'impossibilité de visiter le site, le candidat pourra faire état par tout moyen de sa très bonne connaissance du site.

L'offre du candidat qui ne présente pas le certificat de visite ou n'apportant pas les éléments faisant état de sa très bonne connaissance du site sera considérée comme irrégulière par l'acheteur.

Afin d'effectuer la visite du site, les candidats solliciteront un rendez-vous en contactant le service acheteur dans les mêmes conditions que décrites à l'article 2.2 du présent règlement de consultation par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) au plus tard **2 jours avant la date de visite souhaitée.**

La visite du site aura lieu les 14, 15 et 18 avril 2025. La visite aura lieu pendant la pause méridienne, soit de 12h00 à 13h00.

Le chantier étant lancé, les candidats devront absolument se présenter avec leurs propres EPI (équipements de protection individuelle : casques et chaussures), sans quoi ils ne pourront pas effectuer la visite.

Les candidats ayant effectué une visite du site dans le cadre de la précédente consultation sont exemptés d'une nouvelle visite, mais devront fournir l'attestation de visite délivrée lors de la première visite.

Les modalités d'organisation de la visite peuvent être modifiées par l'acheteur en cas de circonstances exceptionnelles touchant à la sécurité des personnes et des biens.

A l'issue de la visite, le candidat fera renseigner et signer le certificat de visite fourni en annexe du présent document par le représentant de l'administration qui mènera la visite.

Une copie du certificat de visite sera conservée par l'administration afin de contrôler le respect par le candidat de la règle de la visite unique mentionnée ci-avant.

Les questions qui pourraient être formulées à l'occasion de cette visite ne feront l'objet d'aucune réponse orale. Les candidats désireux d'obtenir des renseignements complémentaires devront le faire par écrit dans les mêmes conditions que décrites à l'article 2.2 du présent règlement de consultation par le biais de la plateforme des achats de l'Etat (Place).

Le stationnement des véhicules n'est pas assuré par l'administration.

ARTICLE 4 - CARACTÉRISTIQUE DES OFFRES REMISES

4.1. Acceptation sans réserve des cahiers des charges

Le fait de soumettre une offre signifie que le candidat accepte sans réserve les dispositions du CCAP, des CCTP, des pièces graphiques et autres annexes comprises.

4.2 Langue utilisée

Les offres dans leur intégralité sont rédigées exclusivement en langue française.

Si les documents techniques accompagnant l'offre sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés de leur traduction en français.

4.3 Unité monétaire

Le marché public est conclu en euro (€).

4.4 Date limite de réception des offres

Sous peine d'irrecevabilité, les offres devront être reçues par l'acheteur avant les date et heure suivantes :

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES

30 avril 2025 à 15h00

L'heure limite précise de réception est 15 heures, zéro minute, zéro seconde.

Le fuseau horaire, sur lequel est rattachée cette heure limite, est celui de Paris.

4.5 Durée de validité des offres

4.5.1 Durée applicable à la présente consultation

Les offres sont valables 6 (SIX) mois à compter de la date limite de remise des offres.

4.5.2 Prorogation de la date limite de validité des offres

La date limite de validité des offres peut être prorogée à la demande de l'acheteur, à condition que l'ensemble des candidats admis à présenter une offre donnent leur accord.

ARTICLE 5 - CONTENU DE L'OFFRE

5.1 Éléments de candidature

Les éléments de candidature sont identiques pour chaque lot. Pour justifier de sa qualité pour recevoir des commandes de l'État et ses capacités au regard de l'objet de l'accord-cadre, le candidat doit impérativement présenter sa candidature selon l'une des deux modalités qui suivent :

5.1.1 1ère modalité : le soumissionnaire transmet l'ensemble des documents visés ci-après

❑ SITUATION JURIDIQUE PROPRE DES OPERATEURS ECONOMIQUES

Le candidat transmet les documents ci-dessous :

- La lettre de candidature (formulaire de déclaration du candidat DC1) ;
- La déclaration du candidat (formulaire de déclaration du candidat DC2).

Ces formulaires sont téléchargeables en accès libre sur le site internet du ministère de l'économie :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

L'acheteur tient à exprimer sa préférence pour qu'en cas de groupement, quelle que soit sa forme, le mandataire produise un document d'habilitation, dans lequel figure explicitement le nom et les références de publication de la consultation, signé par chacun des membres du groupement, justifiant de la capacité du mandataire à intervenir en leur nom et pour leur compte, dès le stade de la remise des éléments de candidature.

❑ INFORMATION RELATIVE A LA CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU CANDIDAT

Le candidat transmet **une déclaration concernant le chiffre d'affaires global** et **le chiffre d'affaires** concernant les **prestations similaires à celles du marché** objet de la présente consultation, réalisés **au cours des trois derniers exercices disponibles**.

Pour ce faire, le candidat renseigne le formulaire DC2.

En ce qui concerne le chiffre d'affaire, un chiffre d'affaires annuel minimal est exigé dans les limites prévues aux articles R2142-6 et suivants du code de la commande publique. Le seuil minimal du présent lot est fixé comme suit :

N° et Désignation du lot	Chiffre d'affaires annuel minimal en euros
Lot 06 - Menuiseries extérieures	1 457 000 €

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, le candidat qui n'est pas en mesure de fournir les éléments demandés ci-dessus, notamment en raison de sa date récente de création, peut prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

☐ INFORMATION RELATIVE AUX CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DU CANDIDAT

Le candidat transmet :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.

Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

- Une description des moyens matériels dont il dispose pour la réalisation des travaux.

- Les certificats de qualifications professionnels suivants ou équivalents :

L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent attestant de la compétence de l'opérateur économique à effectuer la prestation pour laquelle il se porte candidat ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres. Dans le cas où l'entreprise ne possède pas les qualifications demandées, elle doit justifier de références équivalentes. Ces références devront être équivalentes à la qualification demandée tant en technicité qu'en quantités mises en œuvre. Elles doivent attester de la bonne exécution de prestations antérieures. Au vu des documents remis par l'entreprise, le pouvoir adjudicateur appréciera s'il y a ou non équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

N° et Désignation du lot	Certificat Qualibat ou EQUIVALENT
Lot 06 - Menuiseries extérieures	<u>Qualibat 4393</u> : Restauration menuiserie des monuments historiques et/ou références de moins de 5 ans en travaux équivalents sur des édifices classés/inscrits au titre des monuments historiques

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelles ou de références.

Ces qualifications ou certifications devront être en cours de validité. Le candidat qui n'a pas lui-même la qualification ou certification demandée devra présenter un sous-traitant ayant la qualification ou certification requise.

❏ PRESENTATION DES AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES (COTRAITANTS OU SOUS-TRAITANTS)

Le candidat qui souhaite se prévaloir des capacités d'autres opérateurs économiques doit fournir les mêmes documents que ceux exigés de lui par l'acheteur concernant ces opérateurs. De plus, le candidat produit un engagement écrit de ces opérateurs justifiant qu'il disposera de leurs capacités pour l'exécution du présent marché.

Les cotraitants fournissent le formulaire DC1 et le formulaire DC2.

Les sous-traitants, s'ils sont déclarés au stade de la passation, fournissent le formulaire DC2.

5.1.2 2ème modalité : le soumissionnaire présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME)

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (ci-après DUME).

Si le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et les documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

Dans ce cas, le soumissionnaire transmet à l'administration un formulaire établi conformément au modèle fixé en annexe 2 du règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen disponible via le lien suivant vers chorus pro : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Le DUME doit être rédigé en français.

Le candidat peut réutiliser un DUME qu'il a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

5.2 Dispositions relatives à la simplification du dossier de candidature / stockage numérique des documents justificatifs

En vertu de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- 1° d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- 2° d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

A cette fin, l'acheteur propose au candidat l'utilisation de la plateforme **e-Attestations.com** : **e-Attestations.com** est une plateforme de collecte et de vérification des certificats et attestations requis au titre de la réglementation pour la signature des marchés et lors de leur exécution. Son utilisation est gratuite et permet de déposer régulièrement et en toute sécurité les attestations demandées par les administrations durant l'exécution des marchés.

La plateforme permet aux entreprises de mutualiser la remise des documents justificatifs exigibles des attributaires de marchés aux différents donneurs d'ordre utilisant ce site.

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés, par ailleurs, la plateforme garantit la confidentialité des documents déposés.

En outre, conformément à l'article R. 2143-14 du code de la commande publique, les opérateurs économiques ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qu'ils ont déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Il relève de la responsabilité des opérateurs économiques de s'assurer de la validité de ces informations à la date de remise des offres fixée dans le présent document.

5.3 Dossier offre

Le candidat doit remettre à l'appui de son offre les pièces suivantes :

5.3.1 Offre financière

L'annexe financière « décomposition du prix global et forfaitaire » (DPGF) intégralement renseignée par le candidat constituent son offre financière.

Le candidat veille à tarifier l'intégralité des prestations demandées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) sans modifier leur présentation. L'ajout ou la suppression des colonnes ou lignes n'est pas autorisé. L'offre serait alors aussi considérée comme irrégulière.

Le candidat est invité à remettre une version en format Excel (ou compatible avec ce format) du document afin de faciliter l'analyse par l'administration.

Le candidat devra prévoir la totalité des travaux nécessaires au complet achèvement de ses ouvrages.

5.3.2 Offre technique

L'offre technique constitue la réponse du candidat aux besoins et exigences fixés par l'administration dans le CCTP. Ces réponses doivent être pertinentes et cohérentes car elles constituent l'engagement contractuel du candidat.

Les éléments de réponse que le candidat aura fournis seront utilisés dans le cadre de la sélection des offres.

Le candidat doit remettre à l'appui de son offre **un mémoire technique explicatif**.

Le mémoire technique doit respecter l'ordre de présentation des sous-éléments d'appréciation de la valeur technique détaillés à l'article 6.2.2 du présent document.

Le mémoire technique doit être présenté en format A4.

Le mémoire technique doit comporter les éléments permettant de vérifier la conformité et d'évaluer la qualité des prestations proposées par rapport aux exigences techniques indiquées dans le CCTP.

Le candidat peut, le cas échéant, compléter ou détailler certains éléments de réponse qu'il jugerait nécessaires à l'appréciation de son offre par des pièces annexes. Le renvoi aux éléments annexés devra être précisément indiqué et identifié dans le mémoire technique.

Le mémoire technique doit se conformer au délai imposé dans le calendrier de l'OPC.

- **le certificat de visite** dûment daté et signé par le représentant de l'administration sur site prouvant que le candidat a effectué la visite obligatoire.

A défaut, le candidat fournit les éléments permettant à l'acheteur d'apprécier qu'il dispose d'une très bonne connaissance du site.

- **les annexes du CCAP** signées électroniquement.

Conformément aux indications de la direction des affaires juridiques (DAJ) figurant dans la notice explicative du formulaire ATTR11, il n'est pas fait obligation aux candidats de fournir **l'acte d'engagement** lors du dépôt de leur offre, ce document pouvant n'être produit qu'au terme de la procédure afin de formaliser le marché conclu.

ARTICLE 6 - SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Examen des candidatures

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-1 du code de la commande publique, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans le dossier de candidature tel que défini à l'article 5.1 du présent document.

En vertu de l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée par l'acheteur, à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Au vu des éléments de candidature transmis par le candidat dans son pli et, le cas échéant, après demande de complément effectuée en application de l'article R. 2144-2 et/ou de l'article R. 2144-6 du code de la commande publique, l'acheteur élimine toute candidature qui ne peut être déclarée recevable conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique.

6.2 Analyse des offres

L'acheteur examinera les offres dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R. 2152-7 du code de la commande publique au vu des critères pondérés mentionnés ci-après communs à tous les lots :

6.2.1 Critères de jugement des offres

Les critères d'analyse des offres sont les suivants :

Critères	Pondération (en nombre de points)
Critère n°1 : Valeur technique	70 points
Critère n°2 : Prix	30 points

6.2.2 Précision sur l'appréciation de la valeur technique (70 points)

Après élimination des offres irrégulières ou inappropriées, l'acheteur examinera les offres techniques :

Critères	Pondération
Critère n°1 : Valeur technique	70 points

Critères	Pondération
- Sous-critère n°1 : Moyens humains dédiés, qualifications et son organisation	15 points
- Sous-critère n°2 : Analyse des ouvrages, moyens techniques et matériel et méthodologies spécifique au chantier proposées par le candidat pour la réalisation des travaux ;	25 points
- Sous-critère n°3 : Liste détaillé des matériaux proposés accompagnée des fiches techniques correspondantes. Qualité et provenance des matériaux : démarche environnementale	10 points
- Sous-critère n°4 : Moyens mis en œuvre par l'entreprise pour garantir l'hygiène et la sécurité sur le chantier et ses abords ainsi que le traitement des déchets	20 points

La note globale du critère valeur technique correspond à la somme des points obtenus pour chaque sous-critère, dans la limite d'un total de 70 points.

6.2.3 Précision sur l'appréciation du prix (30 points)

En fonction du lot concerné, l'analyse du critère prix portera sur :

Critères	Pondération
Critère n°2 : Prix	30 points
- Pour le lot n°6 : Prix selon la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)	30 points

La note du critère Prix, sur 30 points, est calculée pour chaque soumissionnaire (soumissionnaire i) selon la formule suivante :

NOTE « PRIX » DU CANDIDAT i = 30 X (Offre financière du soumissionnaire le moins disant / Offre financière du soumissionnaire i)

6.2.4 Note finale

Pour chaque classement, la note finale sur 100 points est calculée pour le candidat (candidat i) selon la formule suivante :

Note finale du soumissionnaire i = note technique sur 70 points + note prix sur 30 points

ARTICLE 7 - NÉGOCIATION

Il est préalablement précisé qu'au vu des offres reçues, l'acheteur pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les soumissionnaires ayant remis une offre inappropriée, au sens de l'article L2152-4 du code de la commande publique, seront éliminés avant tout classement.

Dans cette hypothèse, l'acheteur évaluera et classera les offres selon les critères de choix énoncés à l'article 6.2 du présent document et retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse.

Dans l'hypothèse où l'acheteur décide de recourir à une négociation, la procédure se déroule comme suit :

- **Choix des soumissionnaires pouvant participer aux négociations**

Cas n°1 si quatre offres ou plus ont été reçues : L'acheteur engagera des négociations avec les trois soumissionnaires dont les offres ont été les mieux classées. Les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées ou anormalement basses au sens des articles L2152-2, L2152-3, L2152-4 et L2152-5 du code de la commande publique, seront écartées avant tout classement.

L'acheteur peut toutefois avant d'établir ce classement, autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres initiales irrégulières dans un délai approprié conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Cas n°2, si trois offres au plus ont été reçues : l'acheteur négociera avec tous les soumissionnaires ayant déposé une offre si celle-ci n'est pas inappropriée au sens de l'article L2152-4 du code de la commande publique.

- **Déroulement des négociations**

Les soumissionnaires admis à négocier seront prévenus par l'acheteur via la plateforme PLACE. Le délai accordé aux soumissionnaires pour la remise de leur offre négociée sera précisé lors de la transmission par l'acheteur de l'invitation à négocier.

Les négociations pourront se dérouler dans les locaux de l'administration et/ou par échanges de courriels via le profil acheteur.

Les négociations pourront porter sur tous les éléments de l'offre mais ne peuvent conduire à modifier substantiellement les caractéristiques ou les conditions d'exécution du marché telles qu'elles sont définies dans les documents de la consultation.

Les négociations sont conduites dans le respect du principe d'égalité de traitement des soumissionnaires et de transparence des procédures. Les informations données aux soumissionnaires ne peuvent être de nature à avantager l'un d'eux.

Les soumissionnaires pourront être amenés à remettre un nouvel acte d'engagement, une nouvelle décomposition du prix global et forfaitaire et un mémoire technique additionnel.

- **Notation des offres finales**

A l'issue des négociations, les offres négociées seront évaluées au regard des critères de jugement des offres définis dans le présent règlement (article 6.2) et classées selon les modalités décrites à l'alinéa 2 du présent article.

A l'issue de la phase finale de négociation, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres finales irrégulières dans un délai approprié conformément à l'article R. 2152-2 du code de la commande publique, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Dans l'hypothèse où un soumissionnaire ne participerait pas à la négociation ou ne remettrait pas une nouvelle offre, ou remettrait son offre négociée hors délai, l'acheteur retiendrait pour l'analyse finale l'offre initiale remise.

ARTICLE 8 - ACHÈVEMENT DE LA CONSULTATION

8.1 Attribution du marché

Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est ensuite retenue.

L'acheteur adresse via le profil PLACE au soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée, un courrier d'attribution ainsi que l'acte d'engagement (formulaire ATTR1) à compléter.

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché transmet à l'acheteur les documents suivants :

- **L'acte d'engagement (ATTR1) complété, daté et signé électroniquement** ainsi que les délégations de pouvoir appropriées ;
- **Un relevé d'identité bancaire ;**
- **Une attestation d'assurance en responsabilité décennale.**

Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motif d'exclusion mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique :

- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionnés aux articles L2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L2141-4 du code de la commande publique ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :
 - 1) Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF ;
 - 2) Le numéro unique d'identification (SIRET) délivré par l'Insee ;
 - 3) Un certificat de cotisation retraite délivré par l'organisme Pro BTP ;
 - 4) Une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
 - 5) Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement traduit en langue française ;
- **Le cas échéant**, les pièces prévues aux articles du code de la commande publique :
 - 1) R. 1263-12 (salariés détachés) ;
 - 2) D.8222-5 (attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale ou D.8222-7 (attestation pour les cocontractants étrangers) ;
 - 3) D. 8254-2 (liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail) ;
 - 4) D. 8254-3 (prestataire établi à l'étranger : liste nominative des salariés étrangers détachés sur le territoire national pour l'exécution du contrat et soumis à autorisation de travail).

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-avant, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, les documents justificatifs peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le soumissionnaire concerné devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si le soumissionnaire retenu ne peut produire les documents ci-dessus et dans le délai fixé par l'administration, sa candidature est déclarée irrecevable et le soumissionnaire est éliminé. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour

produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Conformément à l'article D. 113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le soumissionnaire retenu n'est pas tenu de produire les pièces listées ci-dessus, si elles peuvent être obtenues directement auprès d'une autre administration.

A l'instar des pièces relatives aux capacités des soumissionnaires, et conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, le soumissionnaire retenu n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir par les moyens :

- 1) d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- 2) d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

A cette fin, le représentant du pouvoir adjudicateur propose au candidat l'utilisation de la plateforme **e-Attestations.com**, mentionnée à l'article 5 du présent règlement de la consultation.

8.2 Mise au point des composantes du marché

Conformément à l'article R. 2152-13 du code de la commande publique, l'acheteur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature sans que cette mise au point puisse avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

8.3 Candidatures et offres non retenues

Dès qu'il a fait son choix, l'acheteur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur candidature ou de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet.

Cette notification de rejet se fait via la PLACE.

8.4 Abandon de procédure

Conformément à l'article R. 2185-1 du code de la commande publique, l'acheteur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite.

Dans ce cas, il communique dans les plus brefs délais les motifs de sa décision de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure aux opérateurs économiques y ayant participé.

ARTICLE 9 – INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

- **Instance chargée des procédures de recours – Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

L'instance chargée des procédures de recours est la suivante :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46
Courriel : greff.ta-paris@juradm.fr
URL : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>